Formation Spécialisée du mardi 17 octobre 2023

1 – Le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) – Programme Annuel de Prévention (PAP)

Chaque année, Solidaires Finances Publiques dénonce la lenteur de la mise en place de cet exercice. Supposé s'intéresser et être décliné sur une année N, il est trop souvent, comme en 2023, commencé en mars, suivi des Groupes de Travail (GT) de vérification en juin, puis un GT en septembre pour quelques modifications avec les représentants du personnel. Au final, mi-octobre, intervient la présentation « officielle » . Il paraît évident que la Direction locale ne pourra pas mettre en place toutes les préconisations qui permettraient de résoudre ou au moins amoindrir les problèmes soulevés.

La rédaction du Duerp est toujours délicate. Entre les encadrants, qui ont peur de sur-estimer un risque, les agents insuffisamment sensibilisés à l'importance de l'exercice et ne disposant pas du temps nécessaire pour s'y intéresser, la Direction qui ne veut surtout pas conserver de risques « mortels » (classés A) ni trop de risques sérieux (classés B), vos représentants ont fort à faire pour tenter de rétablir une image crédible de la réalité de nos services.
Pourtant, cette classification permet simplement d'insister sur un danger réel, sans mettre en cause l'inaction de la Direction.

De cette censure découle la suppression de nombreuses lignes, entre autres celles relatives aux Risques Psycho-Sociaux (RPS), afin d'occulter les sous-effectifs dans nos services. En justification, la Direction se targue d'une EDR de 100 personnes et ne voit donc pas pourquoi faire ressortir l'aspect « ressources » humaines, sur lequel elle n'a pas la main.

Suite à la chute d'une fenêtre sur une agente de la Cité Administrative de Lille survenue très récemment, l'Administration a accepté le rajout de la ligne « État des fenêtres » de la Cité Administrative dans le DUERP et le PAP. Elle a même accepté de le placer en risque A ! Que ce soit la Préfecture qui en est propriétaire n'y est peut-être pas pour rien !

L'état des fenêtres de nos sites est catastrophique partout et nécessite un véritable recensement.

Solidaires Finances Publique indique qu'une enquête a été diligentée par la préfecture sur les ouvrants de la Cité Administrative, mais pas dans tous les services. Il s'agissait juste d'un constat visuel. Aucune consigne n'a été donnée aux agents. Au vu de la légèreté de cette intervention, Solidaires Finances Publiques a à nouveau revendiqué la mise en place d'une formation spécialisée

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90

solidairesfinancespubliques.drfip59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
Facebook : Solidairesfinancespubliques59

de site pour la nouvelle cité administrative. Ce serait le seul moyen d'imposer à la préfecture le respect des règles en matière de santé et sécurité au travail.
La Direction s'est engagée à reprendre contact avec la Préfecture.

Face à la persistance de thématiques comme le « travail sur écran », la Direction a accepté d'étudier la possibilité de campagnes annuelles thématiques, avec la mise en pratique des préconisations sur le terrain.

Solidaires Finances Publiques a émis un avis défavorable que vous pourrez retrouver sur notre site local.

2 – Bilan Formations CHSCT 2022

En 2022, l'absentéisme avait un coût pour le regretté Comité Hygiène et Sécurité et Conditions de Travail. Désormais il s'avère que les agents de la DRFIP sont plutôt bons élèves en matière d'assiduité.
L'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) rappelle que les formations Santé et Sécurité au travail font partie des obligations de l'employeur, selon le code du travail. Les Assistant·es de Prévention ont de plus en plus de mal à trouver des participants, alors que les formations incendie et premiers secours devraient être obligatoires.
La Direction va étudier la question. Les syndicats confirment qu'elles seraient prises en charge par le budget de la FS.

3 – Rapports ISST : Cambrai et Maubeuge

L'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail a rédigé des rapports sur ses deux visites. À Cambrai, les réparations vont être faites dans ce cadre de fonds nationaux. La possibilité de la pose de garde-corps sur le toit terrasse de Maubeuge dépend d'abord de l'avis de la société qui l'entretient.

4 – Présentation IQUIT

Il s'agit d'une nouvelle application informatique qui permettrait une simplification du process de prise en charge et de paiement des quitus. Cette application est testée au Service National des Quitus de Denain, qui pour l'instant gère 4 départements : Bas Rhin, Moselle, Pas-de-Calais et Nord. Ces 4 départements représentent 1/3 des quitus émis nationalement : 110 00 quitus des 340 000 quitus au national. L'étape suivante sera une généralisation sur tout le territoire. Mais cette généralisation ne sera effectuée que lorsque la grille d'analyse risque sera opérationnelle. Celle-ci permettra, tel l'outil de Contrôle Hiérarchisé de la Dépense en gestion publique, de cibler les quittus qui feront l'objet d'un traitement par les agents. Ainsi, pour l'ensemble du territoire, seul un tiers des quitus seraient vérifiés.

Cette application est supposée simplifier le travail par la balf (jusqu'à 1000 demandes quotidiennes) et supprimer la problématique d'archivage. Supposée, parce qu'à l'heure actuelle, seules quelques centaines de demandes sont redescendues dans le logiciel sur la dizaine de milliers attendues depuis début septembre.

Solidaires Fiances Publiques a exigé que des garanties du respect des conditions de travail des agents soient fournies, tout aussi bien sur la masse à traiter que les délais à respecter quand la situation se débloquera. La Direction a indiqué que le SNQ se verrait attribuer des EDR, voir des vacataires et des contractuels.

Ce retard va très rapidement rejaillir sur nos services qui continuent de recevoir à l'accueil des SIP les usagers des quitus...

6 – Questions diverses

Solidaires Finances Publiques a réitéré sa demande d'une visite du **SIP de Roubaix**. Celle-ci aura lieu après les vacances de Toussaint.

Les agents du **SIP de Cambrai** ne se sentent pas en sécurité suite aux travaux qui viennent d'être réalisés. Un miroir donnant sur l'entrée va être posé, l'accès aux étages bloqués pour les usagers.

Solidaires FIP s'est inquiété de n'avoir pas encore pu participer à un **Groupe de Travail « Amiante »**, demandé lors de la première réunion de la FS en mars 2023. La Direction a prétendu ne pas avoir eu le temps de le préparer. Solidaires FIP a rappellé que ce sujet n'est pas anecdotique et doit être suivi régulièrement. Ce thème doit donc reprendre une position centrale dasn la Formations Spécialisée.

Une étude relative aux dépenses énergétiques va être lancée sur les bâtiments. En effet, la majorité de nos bâtiments sont des **passoires thermiques**. En conséquence, l'utilisation des radiateurs électriques s'avère obligatoire sur certains sites. Il y a clairement un travail sur l'isolation des locaux à entreprendre. La direction a expliqué qu'un fonds pour l'isolation énergétique allait être proposé nationalement. Une demande sera faite pour des travaux sur Kennedy.
La Direction affirme ne pas avoir été interpellée sur les cas tels le centre des finances d'Hautmont, où il a fait 13° la semaine dernière.
Solidaires Fiances Publiques a dénoncé le fait que l'impact climatique des projets ait été refusé dans les attributions de la FS par la Direction Générale.

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90

solidairesfinancespubliques.drfip59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
Facebook : Solidairesfinancespubliques59